

§ 7. Les montants mentionnés aux paragraphes 2 à 4 sont liés à l'indice-pivot 103,14 des prix à la consommation (base 1996 = 100) conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. ».

Art. 15. Les personnes handicapées qui, au 1^{er} juillet 2003, perçoivent une allocation visée à l'article 1^{er} de la loi continuent à la percevoir jusqu'à ce que, à l'occasion d'une révision effectuée à leur demande ou à l'initiative du service, une nouvelle décision ait été prise à leur égard.

Art. 16. La disposition visée à l'article 6 § 2, 5° de la loi est appliquée d'office aux personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, perçoivent une allocation d'intégration dont le degré d'autonomie a été fixé à 17 ou 18 points, ainsi qu'aux personnes dont le droit à cette allocation n'a pas encore été fixé par une décision administrative ou judiciaire, pour autant qu'elles répondent aux conditions requises.

Art. 17. La catégorie visée à l'article 4 § 1^{er}, 2° du présent arrêté est appliquée d'office aux personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'une allocation calculée sur base de la catégorie "bénéficiaire cohabitant" visée par l'article 4 tel qu'il existait avant sa modification par le présent arrêté, parce que séjournant jour et nuit depuis au moins trois mois, dans un hôpital psychiatrique ou dans un service psychiatrique, ainsi qu'aux personnes dont le droit à cette allocation n'a pas encore été fixé par une décision administrative ou judiciaire, pour autant qu'elles répondent aux conditions requises.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Art. 19. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

§ 7. De bedragen bedoeld in de paragrafen 2 tot en met 4 zijn gekoppeld aan de spilindex 103,14 der consumptieprijsen (basis 1996 = 100) overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der werknemers, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer der consumptieprijsen worden gekoppeld. ».

Art. 15. De personen met een handicap die, op 1 juli 2003, een in artikel 1 van de wet bedoelde tegemoetkoming ontvangen, blijven ze verder ontvangen totdat een nieuwe beslissing daarover wordt genomen naar aanleiding van een herziening op hun verzoek of op initiatief van de dienst.

Art. 16. De bepaling van artikel 6, § 2, 5° van de wet wordt ambtshalve toegepast voor de personen die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een integratietegemoetkoming ontvangen in wier graad van zelfredzaamheid op 17 of 18 punten werd bepaald, en voor de personen wier recht op deze tegemoetkoming nog niet werd vastgelegd door middel van een administratieve of gerechtelijke beslissing, voor zover ze de vereiste voorwaarden vervullen.

Art. 17. De in artikel 4, § 1, 2° van dit besluit bedoelde categorie wordt ambtshalve toegepast voor de personen die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een tegemoetkoming genieten berekend op basis van de categorie « samenwonende gerechtigde » bedoeld in artikel 4 zoals het bestond voordat het werd gewijzigd bij dit besluit, omdat ze sedert ten minste drie maanden dag en nacht verblijven in een psychiatrisch ziekenhuis of in een psychiatrische dienst, en voor de personen wier recht op deze tegemoetkoming nog niet werd vastgelegd door middel van een administratieve of gerechtelijke beslissing, voor zover ze de vereiste voorwaarden vervullen.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003.

Art. 19. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 2615

[C — 2003/22685]

22 MAI 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées

FEDERALE OVERHEIDSSTIJNST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 2615

[C — 2003/22685]

22 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, notamment les articles 3, 4, §§ 3 et 5, 6, § 1, et 7, § 1^{er}, modifié par les lois des 22 décembre 1989, 30 décembre 1992 et la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, et l'article 12, § 1^{er}, modifié par la loi du 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées, donné le 1^{er} octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 novembre 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2002;

Vu la délibération en Conseil des Ministres le 29 novembre 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan personen met een handicap, inzonderheid op de artikelen 3, 4, §§ 3 en 5, 6, § 1, en 7, § 1, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 30 december 1992 en de programmawet (I) van 24 december 2002, en artikel 12, § 1, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 december 2002;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor personen met een handicap, gegeven op 1 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 november 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 29 november 2002, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.576/3, donné le 15 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil le 29 novembre 2002 et 9 mai 2003,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o loi : la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

2^o Ministre : le Ministre qui a les allocations aux personnes handicapées dans ses attributions ou son délégué;

3^o allocation : l'allocation pour l'aide aux personnes âgées;

4^o bourgmestre : le bourgmestre, ou le fonctionnaire de l'administration communale délégué par le bourgmestre;

5^o résidence principale : la résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

6^o enfant à charge : la personne de moins de 25 ans ayant sa résidence principale chez la personne handicapée qui demande une allocation et pour laquelle cette personne handicapée ou un autre membre du ménage qui n'est ni parente, ni alliée aux premier, deuxième ou troisième degrés, perçoit des allocations familiales ou une pension alimentaire fixée par jugement ou par une convention signée dans le cadre d'une procédure de divorce par consentement mutuel, ou la personne de moins de 25 ans n'ayant pas sa résidence principale chez la personne handicapée qui demande une allocation, mais pour laquelle cette personne handicapée perçoit des allocations familiales ou paie une pension alimentaire fixée par jugement ou par une convention signée dans le cadre d'une procédure de divorce par consentement mutuel. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 janvier 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Est considéré comme ayant en Belgique sa résidence réelle, visée à l'article 4 de la loi, le bénéficiaire qui y a sa résidence principale et qui y séjourne en permanence et effectivement.

Est assimilé à un séjour permanent et effectif en Belgique :

1^o le séjour à l'étranger pendant maximum 90 jours, consécutifs ou non, par année civile;

2^o le séjour à l'étranger, suite à l'admission en traitement dans un hôpital ou dans un autre établissement de soins;

3^o le séjour à l'étranger pour des raisons professionnelles;

4^o le séjour chez un parent ou allié qui est obligé, ou dont le conjoint ou la personne avec laquelle le parent ou allié cohabite, est obligé de séjourner temporairement à l'étranger pour y effectuer une mission ou y exercer des fonctions au service de l'Etat belge;

5^o le séjour à l'étranger pendant plus de 90 jours, consécutifs ou non, par année civile, pour autant que des circonstances exceptionnelles justifient celui-ci et à condition que le Ministre ait donné l'autorisation pour ce séjour.

La personne handicapée qui s'absente du Royaume est obligée d'en aviser le Ministre, au moins un mois avant son départ, en indiquant la durée présumée du séjour à l'étranger et, pour les cas visés sous les points 2^o à 5^o inclus, les raisons de ce séjour. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 janvier 2001, est abrogé.

Gelet op het advies nr. 34.576/3 van de Raad van State, gegeven op 15 april 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers op 29 november 2002 en 9 mei 2003,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 december 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1^o wet : de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan personen met een handicap;

2^o Minister : de Minister die de tegemoetkomingen aan personen met een handicap onder zijn bevoegdheid heeft of zijn afgevaardigde;

3^o tegemoetkoming : de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden;

4^o burgemeester : de burgemeester of de door de burgemeester gemachtigde ambtenaar van het gemeentebestuur;

5^o hoofdverblijfplaats : de hoofdverblijfplaats in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

6^o kind ten laste : de persoon jonger dan 25 jaar die zijn hoofdverblijfplaats heeft bij de persoon met een handicap die een tegemoetkoming aanvraagt en voor wie deze persoon met een handicap of een ander lid van het huishouden dat geen bloed- of aanverwant is in de eerste, tweede of derde graad, kinderbijslag of een onderhoudsgeld ontvangt dat bij vonnis is vastgesteld of dat bepaald is in een overeenkomst in het kader van een procedure tot echtscheiding met onderlinge toestemming, of de persoon van minder dan 25 jaar die zijn hoofdverblijfplaats niet heeft bij de persoon met een handicap die een tegemoetkoming aanvraagt maar voor wie deze persoon met een handicap kinderbijslag ontvangt of een onderhoudsgeld betaalt dat bij vonnis is vastgesteld of dat bepaald is in een overeenkomst in het kader van een procedure tot echtscheiding met onderlinge toestemming. ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 januari 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Wordt geacht zijn werkelijke verblijfplaats, bedoeld in artikel 4 van de wet, in België te hebben, de gerechtige die er zijn hoofdverblijfplaats heeft en die er bestendig en daadwerkelijk verblijft.

Met bestendig en daadwerkelijk verblijf in België wordt gelijkgesteld :

1^o het verblijf in het buitenland gedurende maximaal 90 al dan niet opeenvolgende dagen per kalenderjaar;

2^o het verblijf in het buitenland ten gevolge van de opname ter verpleging in een ziekenhuis of een andere instelling voor zorgverstrekking;

3^o het verblijf in het buitenland om beroepsredenen;

4^o het verblijf bij een bloed- of aanverwant die verplicht is, of waarvan de echtgenoot of de persoon met wie de bloed- of aanverwant wettelijk samenwoont, verplicht is, tijdelijk in het buitenland te vertoeven om er een zending uit te voeren of functies uit te oefenen in dienst van de Belgische Staat;

5^o het verblijf in het buitenland gedurende meer dan 90 al dan niet opeenvolgende dagen per kalenderjaar, voor zover uitzonderlijke omstandigheden dit verblijf wettigen en op voorwaarde dat de Minister hiertoe toelating heeft verleend.

De persoon met een handicap die het Koninkrijk verlaat, is verplicht de Minister daarvan ten minste één maand voor zijn vertrek in te lichten, met vermelding van de vermoedelijke duur van het verblijf in het buitenland en, in de gevallen bedoeld in 2^o tot en met 5^o, de redenen daarvan. ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 25 januari 2001, wordt opgeheven.

Art. 4. L'article 4 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 mars 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. En application de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3 de la loi, les parties de revenus suivantes ne sont pas pris en considération, ceci selon que la personne handicapée appartient à la catégorie A, B ou C : respectivement 8.893,80 EUR, 8.893,80 EUR et 11.113,56 EUR par an. Ces montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions prévues au § 3.

Appartiennent à :

1° la catégorie A : les personnes handicapées qui n'appartiennent ni à la catégorie B, ni à la catégorie C;

2° la catégorie B : les personnes handicapées;

- qui ne forment pas un ménage avec une autre personne;

- qui n'appartiennent pas à la catégorie C et qui forment un ménage avec une autre personne qui n'est ni parente, ni alliée aux premier, deuxième ou troisième degrés, et qui, elle non plus, n'appartient pas à la catégorie C;

3° catégorie C : les personnes handicapées;

- qui ont un ou plusieurs enfants à charge;

- qui forment un ménage avec une ou plusieurs personnes qui n'ont pas de revenus.

Il ne peut y avoir, par ménage, qu'une seule personne qui bénéficie de l'abattement qui correspond à la catégorie C. Si, dans un ménage, deux ou plusieurs personnes handicapées ressortissent à la catégorie C, chacune d'elles percevra un abattement égal à la moitié de l'abattement qui correspond à la catégorie C. ».

§ 2. Pour l'examen du droit à l'allocation, les montants visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont adaptés à l'indice-pivot applicable à :

1° la date de prise d'effet de la demande d'allocation, dans les cas où la décision est prise sur demande;

2° la date de prise d'effet de la nouvelle décision dans les cas visés à l'article 23, § 1^{er}, 1° à 4°, de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées;

3° le mois qui suit le fait donnant lieu à la révision d'office visée à l'article 23, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées.

§ 3. Pour l'application de cet article, ces montants sont liés à l'indice-pivot 103,14 des prix à la consommation (base 1996 = 100) conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. ».

Art. 5. L'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 février 1999, est abrogé.

Art. 6. L'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 14 juin 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. § 1^{er}. L'allocation est octroyée en fonction du résultat d'une enquête sur les revenus.

Sans préjudice de l'application du § 2, tous les revenus, quelle qu'en soit la nature ou l'origine, dont disposent la personne handicapée et le cas échéant les personnes avec lesquelles elle forme un ménage, sont pris en considération.

Toutefois, il n'est pas tenu compte des revenus des membres du ménage de la personne handicapée qui sont ses parents ou alliés aux premier, deuxième ou troisième degrés.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 17 maart 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. Naargelang de persoon met een handicap behoort tot de categorie A, B of C worden, in toepassing van artikel 7, § 1, derde lid van de wet, volgende delen van het inkomen niet in aanmerking genomen : respectievelijk 8.893,80 EUR, 8.893,80 EUR en 11.113,56 EUR per jaar. Deze bedragen worden aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijs overeenkomstig de bepalingen vervat in § 3.

Behoren tot :

1° de categorie A : de personen met een handicap die niet behoren tot de categorie B, noch tot de categorie C;

2° categorie B : de personen met een handicap;

- die geen huishouden vormen met een andere persoon;

- die zelf niet behoren tot categorie C en die een huishouden vormen met een andere persoon die geen bloed- of aanverwant is in de eerste, tweede of derde graad en die evenmin behoort tot categorie C;

3° categorie C : de personen met een handicap;

- die één of meerdere kinderen ten laste hebben;

- die een huishouden vormen met één of meerdere personen die geen inkomen hebben.

Er kan per huishouden slechts één persoon zijn die de vrijstelling geniet die overeenstemt met de categorie C. Indien twee of meer personen met een handicap in een huishouden tot categorie C behoren, zal elk van hen een vrijstelling genieten gelijk aan de helft van de vrijstelling die overeenstemt met categorie C. ».

§ 2. Voor het onderzoek naar het recht op de tegemoetkoming, worden de in § 1, eerste lid, beoogde bedragen aangepast aan de spilindex die van toepassing is op :

1° de uitwerkingsdatum van de aanvraag om tegemoetkoming, in de gevallen waarin de beslissing op aanvraag genomen wordt;

2° de uitwerkingsdatum van de nieuwe beslissing in de gevallen bedoeld in artikel 23, § 1, 1° tot en met 4°, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

3° de maand volgend op het feit dat aanleiding geeft tot de ambtshalve herziening, in de gevallen bedoeld in artikel 23, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel zijn deze bedragen gekoppeld aan spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100) van de consumptieprijs overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der werknemers, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer der consumptieprijs worden gekoppeld. ».

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 februari 1999, wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 juni 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. § 1. De tegemoetkoming wordt toegekend in functie van het resultaat van een onderzoek naar het inkomen.

Onverminderd de toepassing van § 2, worden alle inkomen, ongeacht hun aard of oorsprong, waarover de persoon met een handicap en eventueel de personen met wie hij een huishouden vormt, beschikken, in aanmerking genomen.

Er wordt evenwel geen rekening gehouden met het inkomen van de leden van het huishouden van de persoon met een handicap die zijn bloed- of aanverwant zijn in de eerste, tweede of derde graad.

§ 2. Pour le calcul du revenu, il n'est pas tenu compte :

- 1° des prestations familiales;
- 2° des prestations qui relèvent de l'assistance publique ou privée;
- 3° des rentes alimentaires entre ascendants et descendants;
- 4° des rentes de chevrons de front et de captivité ainsi que des rentes attachées à un ordre national pour fait de guerre;
- 5° des allocations aux personnes handicapées, octroyées aux personnes avec lesquelles la personne handicapée forme un ménage;

6° le pécule de vacances et le pécule complémentaire payés à charge du régime de pension des travailleurs salariés, l'allocation spéciale payée à charge du régime de pension des travailleurs indépendants ainsi que le pécule de vacances à charge du régime de pension du secteur public;

7° les indemnités qui sont accordées dans le cadre des agences locales pour l'emploi aux personnes avec lesquelles la personne handicapée forme un ménage;

8° la partie de la pension qui correspond au montant de la rente alimentaire payée au conjoint ou l'ex-conjoint par la personne handicapée séparée de corps, séparée de fait ou divorcée qui jouit d'une pension lorsque l'obligation de payer la rente alimentaire est fixée par décision judiciaire;

9° des indemnités payées par les autorités allemandes en dédommagement de la détention durant la deuxième guerre mondiale.

§ 3. Pour l'application de cet article, les prestations à prendre en considération sont celles auxquelles peut prétendre la personne handicapée à la date d'effet de la demande d'allocation ou au premier jour du mois qui suit la révision d'office.

En vue de leur déduction du montant des allocations, les montants des prestations visées à cet article sont calculés sur une base annuelle. ».

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Lorsque la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage exercent une activité en tant que travailleur salarié, le revenu à prendre en considération est le montant du salaire imposable de la deuxième année précédent : »;

1° la date de prise d'effet de la demande d'allocation, dans les cas où la décision est prise sur demande;

2° la date de prise d'effet de la nouvelle décision dans les cas visés à l'article 23, § 1^{er}, 1° à 4°, de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées;

3° le mois qui suit le fait donnant lieu à la révision d'office visée à l'article 23, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées.

2° dans le § 3, les mots « son conjoint ou la personne avec laquelle il est établi en ménage » sont remplacés par les mots « les personnes avec lesquelles elle forme un ménage »;

3° dans le § 4, les mots « la personne décédée avec laquelle il était établi en ménage » sont remplacés par les mots « les personnes avec lesquelles elle formait un ménage »;

4° le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Lorsque le revenu professionnel de la deuxième année précédant celle au cours de laquelle la décision administrative produit ses effets provient d'une activité exercée alors que la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage, n'étaient pas encore pensionnées, et lorsqu'au moment de la prise de cours, cette ou ces personnes bénéficient d'une pension tout en exerçant une activité professionnelle autorisée, le montant du revenu professionnel à prendre en considération est ce dernier montant calculé sur une base annuelle. ».

§ 2. Voor de berekening van het inkomen, wordt er geen rekening gehouden met :

- 1° de gezinsbijslagen;
- 2° de uitkeringen die verband houden met openbare of private bijstand;
- 3° de onderhoudsgelden tussen ascendenten en descendanten;
- 4° de frontstrepen- en gevangenschapsrenten alsmede de renten verbonden aan een nationale orde op grond van een oorlogsfeit;
- 5° de tegemoetkomingen aan personen met een handicap toegekend aan de personen met wie de persoon met een handicap een huishouden vormt;

6° het vakantiegeld en het aanvullend vakantiegeld dat betaald wordt ten laste van de pensioenregeling voor de werknemers, de bijzondere bijslag die betaald wordt ten laste van de pensioenregeling der zelfstandigen evenals het vakantiegeld ten laste van de pensioenregeling van de openbare sector;

7° de vergoedingen die in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen toegekend worden aan de personen met wie de persoon met een handicap een huishouden vormt;

8° het deel van het pensioen dat overeenstemt met het bedrag van het aan de echtgenoot of ex-echtgenoot betaalde onderhoudsgeld door de van tafel en bed gescheiden, de feitelijk of uit de echt gescheiden persoon met een handicap die een pensioen geniet, indien de verplichting tot het betalen van het onderhoudsgeld bij gerechtelijke beslissing werd vastgesteld;

9° de vergoedingen die door de Duitse overheid bij wijze van schadeloosstelling worden betaald voor de gevangenhouding tijdens de tweede wereldoorlog.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel zijn de in aanmerking te nemen uitkeringen degene waarop de persoon met een handicap recht heeft op de datum van uitwerking van de aanvraag tot tegemoetkoming of op de eerste dag van de maand die volgt op de ambtshalve herziening.

Met het oog op het aftrekken van deze uitkeringen van het bedrag van de tegemoetkoming, worden de bedragen van de uitkeringen bedoeld in dit artikel berekend op jaerbasis. ».

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste paragraaf wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Wanneer de persoon met een handicap of de personen met wie hij een huishouden vormt een beroepsactiviteit als werknemer uitoefenen, wordt bij de berekening van het inkomen rekening gehouden met het belastbaar loon van het tweede jaar voorafgaand aan :

1° de uitwerkingsdatum van de aanvraag om tegemoetkoming, in de gevallen waarin de beslissing op aanvraag genomen wordt;

2° de uitwerkingsdatum van de nieuwe beslissing in de gevallen bedoeld in artikel 23, § 1, 1° tot en met 4°, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

3° de maand volgend op het feit dat aanleiding geeft tot de ambtshalve herziening, in de gevallen bedoeld in artikel 23, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

2° in de derde paragraaf worden de woorden « zijn echtgenoot of de persoon met wie hij een huishouden vormt » vervangen door de woorden « de personen met wie hij een huishouden vormt »;

3° in de vierde paragraaf worden de woorden « de persoon met wie hij een huishouden vormt » vervangen door de woorden « de personen met wie hij een huishouden vormt »;

4° de vijfde paragraaf wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. Wanneer het beroepsinkomen van het tweede jaar voorafgaand aan dat waarin de beslissing uitwerking heeft, voortkomt uit een activiteit uitgeoefend voordat de persoon met een handicap of de personen met wie hij een huishouden vormt gepensioneerd waren, daar waar op de ingangsdatum deze persoon een pensioen geniet en tevens een toegelaten beroepsactiviteit uitoefent, is het bedrag van het beroepsinkomen waarmee rekening moet gehouden worden dit laatste bedrag, omgerekend op jaerbasis. ».

Art. 8. Dans l'article 8, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour le calcul des revenus, un montant égal à 90 p.c. des pensions accordées à la personne handicapée ou aux personnes avec lesquelles elle forme un ménage, est pris en considération. ».

2^o dans le troisième paragraphe les mots « - pour bénéficier de la rente constituée dans le cadre de la législation relative à la pension des travailleurs indépendants. » sont supprimés.

Art. 9. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Pour le calcul du revenu, un montant s'élevant à 1 500,00 EUR est déduit du revenu cadastral global des biens immeubles bâties, dont la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage, ont la pleine propriété ou l'usufruit.

Ce montant est majoré de 250,00 EUR pour chaque enfant à charge. ».

Art. 10. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Si la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage n'ont que la pleine propriété ou l'usufruit de biens immeubles non bâties, il est tenu compte, pour le calcul du revenu, du montant des revenus cadastraux de ces biens, diminué de 60,00 EUR. ».

Art. 11. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Lorsque la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage ont la qualité de propriétaire ou d'usufruitier indivis, le revenu cadastral est multiplié, avant l'application des articles 9 à 13, par la fraction qui exprime l'importance des droits, en pleine propriété ou en usufruit, de la personne handicapée ou des personnes avec lesquelles elle forme un ménage. ».

Art. 12. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Lorsque l'immeuble est grevé d'hypothèque, le montant pris en considération pour l'établissement du revenu, peut être diminué du montant annuel des intérêts hypothécaires pour autant :

1^o que la dette ait été contractée par la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage, pour des besoins propres et que la destination donnée au capital emprunté soit prouvée;

2^o que la preuve soit fournie que les intérêts hypothécaires étaient exigibles et ont été réellement acquittés pour l'année précédant celle de la prise de cours de la décision.

Toutefois, le montant de la réduction ne peut être supérieur à la moitié du montant à prendre en considération.

Lorsque l'immeuble a été acquis moyennant le paiement d'une rente viagère, le montant pris en considération pour l'établissement du revenu est diminué du montant de la rente viagère payée effectivement par la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage. L'alinéa 2 est applicable à cette réduction. ».

Art. 13. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Il est porté en compte un revenu forfaitaire établi en appliquant à la valeur vénale des biens au moment de la cession des modalités de calcul visées à l'article 16, lorsque la personne handicapée ou les personnes avec lesquelles elle forme un ménage, ont cédé à titre gratuit ou à titre onéreux des biens immobiliers ou mobiliers au cours des dix années qui précèdent :

1^o la date de prise d'effet de la demande d'allocation, dans les cas où la décision est prise sur demande;

2^o la date de prise d'effet de la nouvelle décision dans les cas visés à l'article 23, § 1^{er}, 1^o à 4^o, de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées;

Art. 8. In artikel 8 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor de berekening van het inkomen, wordt een bedrag gelijk aan 90 pct van de pensioenen toegekend aan de persoon met een handicap of aan de personen met wie hij een huishouden vormt, in aanmerking genomen. ».

2^o in paragraaf 3 worden de woorden « - wegens het genot van een rente in het kader van de wetgeving betreffende het pensioen der zelfstandigen. » geschrapt.

Art. 9. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. Voor de berekening van het inkomen wordt van het globaal kadastraal inkomen van de bebouwde onroerende goederen, die de persoon met een handicap of de personen met wie hij een huishouden vormt, in volle eigendom of in vruchtgebruik bezitten, een bedrag van 1 500,00 EUR afgetrokken.

Dit bedrag wordt verhoogd met 250,00 EUR voor elk kind ten laste. ».

Art. 10. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. Indien de persoon met een handicap of de personen met wie hij een huishouden vormt, slechts de volle eigendom of het vruchtgebruik bezitten van onbebouwde onroerende goederen, wordt voor de berekening van het inkomen, rekening gehouden met het bedrag van de kadastraal inkomen van deze goederen, verminderd met 60,00 EUR. ».

Art. 11. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. Wanneer de persoon met een handicap of de personen met wie hij een huishouden vormt, de hoedanigheid van eigenaar of van vruchtgebruiker in onverdeeldheid hebben, wordt vooraleer de artikelen 9 tot 13 worden toegepast, het kadastraal inkomen vermindert met de breuk die de belangrijkheid uitdrukt van de rechten, in volle eigendom of in vruchtgebruik, van de persoon met een handicap of van de personen met wie hij een huishouden vormt. ».

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. Wanneer het onroerend goed met een hypotheek bezwaard is, mag het bedrag, in aanmerking genomen voor de vaststelling van de inkomsten, verminderd worden met het jaarlijks bedrag der hypothecaire intresten, op voorwaarde :

1^o dat de schuld door de persoon met een handicap of de personen met wie hij een huishouden vormt voor eigen behoeften werd aangegaan en de aan het onteerde kapitaal gegeven bestemming wordt bewezen;

2^o dat het bewijs wordt geleverd dat de hypothecaire intresten eisbaar waren en werkelijk werden betaald voor het jaar dat datgene van de ingangsdatum van de beslissing voorafgaat.

Het bedrag van de vermindering mag evenwel niet hoger zijn dan de helft van het in aanmerking te nemen bedrag.

Wanneer het onroerend goed werd verworven tegen betaling van een lijfrente, wordt het bedrag, in aanmerking genomen voor de vaststelling van de inkomsten, verminderd met het bedrag van de lijfrente die door de persoon met een handicap of door de personen met wie hij een huishouden vormt, werkelijk wordt betaald. Het tweede lid is van toepassing op deze vermindering. ».

Art. 13. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. Er wordt een inkomen in rekening gebracht dat forfaitair vastgesteld wordt door op de verkoopwaarde van de goederen op het tijdstip van de afstand de bij artikel 16 beoogde berekeningsmodaliteiten toe te passen, wanneer de persoon met een handicap of de personen met wie hij een huishouden vormt, roerende of onroerende goederen om niet of onder bezwarende titel hebben afgestaan in de loop van de tien jaren vóór :

1^o de uitwerkingsdatum van de aanvraag om tegemoetkoming, in de gevallen waarin de beslissing op aanvraag genomen wordt;

2^o de uitwerkingsdatum van de nieuwe beslissing in de gevallen bedoeld in artikel 23, § 1, 1^o tot en met 4^o, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

3° le mois qui suit le fait donnant lieu à la révision d'office visée à l'article 23, § 1^{er}, 5^o, de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées. ».

Art. 14. Dans les articles 18, 19 et 20 du même arrêté, les mots « son conjoint ou la personne avec laquelle il est établi en ménage » sont remplacés par les mots « les personnes avec lesquelles elle forme un ménage ».

Art. 15. Il est inséré dans le même arrêté un article 22bis, libellé comme suit :

« Art. 22bis. Lorsqu'une prestation, visée à l'article 7, § 2, de la loi, est liquidée sous forme de capitaux ou des valeurs de rachat, leurs contre-valeur en prestation périodique est prise en compte, qu'elle soit imposable ou non, à concurrence de la rente viagère résultant de leur conversion suivant le pourcentage indiqué au tableau ci-après en regard de l'âge révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation :

3° de maand volgend op het feit dat aanleiding geeft tot de ambtshalve herziening, in de gevallen bedoeld in artikel 23, § 1, 5^o, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap. ».

Art. 14. In de artikelen 18, 19 en 20 van hetzelfde besluit worden de woorden « zijn echtgenoot of de persoon met wie hij een huishouden vormt » vervangen door de woorden « de personen met wie hij een huishouden vormt ».

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 22bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 22bis. Wanneer een uitkering, bedoeld in artikel 7, § 2, van de wet, wordt uitbetaald onder de vorm van een kapitalen of afkoopwaarden, wordt hun tegenwaarde in periodieke uitkering in aanmerking genomen ten behoeve van de lijfrente die verkregen wordt uit de omzetting tegen het procent dat in de onderstaande tabel is vermeld tegenover de volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat heeft aanleiding gegeven tot de uitbetaling :

Age révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation	Pourcentage de conversion en rente viagère des capitaux ou valeurs de rachat	Volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitbetaling	Procent voor omzetting van kapitalen of afkoopwaarden in een lijfrente
0	4,7535	0	4,7535
1	4,7622	1	4,7622
2	4,7713	2	4,7713
3	4,7809	3	4,7809
4	4,7909	4	4,7909
5	4,8014	5	4,8014
6	4,8125	6	4,8125
7	4,8241	7	4,8241
8	4,8362	8	4,8362
9	4,8490	9	4,8490
10	4,8623	10	4,8623
11	4,8764	11	4,8764
12	4,8911	12	4,8911
13	4,9066	13	4,9066
14	4,9229	14	4,9229
15	4,9399	15	4,9399
16	4,9578	16	4,9578
17	4,9766	17	4,9766
18	4,9964	18	4,9964
19	5,0171	19	5,0171
20	5,0389	20	5,0389
21	5,0618	21	5,0618
22	5,0858	22	5,0858
23	5,1111	23	5,1111
24	5,1377	24	5,1377
25	5,1656	25	5,1656
26	5,1949	26	5,1949
27	5,2258	27	5,2258

Age révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation	Pourcentage de conversion en rente viagère des capitaux ou valeurs de rachat	Volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitbetaling	Procent voor omzetting van kapitalen of afkoopwaarden in een lijfrente
28	5,2582	28	5,2582
29	5,2923	29	5,2923
30	5,3282	30	5,3282
31	5,3660	31	5,3660
32	5,4057	32	5,4057
33	5,4476	33	5,4476
34	5,4916	34	5,4916
35	5,5380	35	5,5380
36	5,5868	36	5,5868
37	5,6383	37	5,6383
38	5,6925	38	5,6925
39	5,7497	39	5,7497
40	5,8099	40	5,8099
41	5,8735	41	5,8735
42	5,9405	42	5,9405
43	6,0112	43	6,0112
44	6,0859	44	6,0859
45	6,1647	45	6,1647
46	6,2480	46	6,2480
47	6,3359	47	6,3359
48	6,4289	48	6,4289
49	6,5272	49	6,5272
50	6,6311	50	6,6311
51	6,7411	51	6,7411
52	6,8575	52	6,8575
53	6,9808	53	6,9808
54	7,1114	54	7,1114
55	7,2497	55	7,2497
56	7,3965	56	7,3965
57	7,5521	57	7,5521
58	7,7172	58	7,7172
59	7,8925	59	7,8925
60	8,0787	60	8,0787
61	8,2766	61	8,2766
62	8,4869	62	8,4869
63	8,7106	63	8,7106
64	8,9487	64	8,9487
65	9,2021	65	9,2021

Age révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation	Pourcentage de conversion en rente viagère des capitaux ou valeurs de rachat	Volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitbetaling	Procent voor omzetting van kapitalen of afkoopwaarden in een lijfrente
66	9,4721	66	9,4721
67	9,7598	67	9,7598
68	10,0665	68	10,0665
69	10,3936	69	10,3936
70	10,7427	70	10,7427
71	11,1154	71	11,1154
72	11,5134	72	11,5134
73	11,9387	73	11,9387
74	12,3933	74	12,3933
75	12,8795	75	12,8795
76	13,3994	76	13,3994
77	13,9558	77	13,9558
78	14,5513	78	14,5513
79	15,1887	79	15,1887
80	15,8712	80	15,8712
81	16,6020	81	16,6020
82	17,3845	82	17,3845
83	18,2225	83	18,2225
84	19,1198	84	19,1198
85	20,0804	85	20,0804
86	21,1085	86	21,1085
87	22,2084	87	22,2084
88	23,3845	88	23,3845
89	24,6414	89	24,6414
90	25,9836	90	25,9836
91	27,4157	91	27,4157
92	28,9419	92	28,9419
93	30,5665	93	30,5665
94	32,2933	94	32,2933
95	34,1259	95	34,1259
96	36,0670	96	36,0670
97	38,1187	97	38,1187
98	40,2823	98	40,2823
99	42,5577	99	42,5577
100	44,9438	100	44,9438
101	47,4381	101	47,4381
102	50,0367	102	50,0367
103	52,7355	103	52,7355

Age révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation	Pourcentage de conversion en rente viagère des capitaux ou valeurs de rachat	Volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitbetaling	Procent voor omzetting van kapitaal of afkoopwaarden in een lijfrente
104	55,5321	104	55,5321
105	58,4333	105	58,4333
106	61,4794	106	61,4794
107	64,8168	107	64,8168
108	68,9976	108	68,9976
109	76,2770	109	76,2770
110	100	110	100

L'imputation se fait dès la date de prise de cours du droit à l'allocation.

Dans les cas où le jugement ou l'accord ne précise pas la partie du capital affectée à l'indemnisation de la réduction d'autonomie, la conversion en rente viagère hypothétique se fait sur la base de 30 % du capital-indemnité alloué au demandeur en indemnisation de la réduction d'autonomie. ».

Art. 16. L'article 23 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 mars 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Lorsque dans un ménage, plusieurs personnes ont droit à une allocation, à l'exception des personnes visées à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, il est tenu compte pour chacun des bénéficiaires de la totalité des revenus du ménage, calculé conformément aux dispositions du présent chapitre, divisé par le nombre de personnes dont le revenu est pris en compte pour le calcul de l'allocation. ».

Art. 17. Les articles 24 et 47 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 mars 1993, sont abrogés.

Art. 18. Dans le texte néerlandais de l'article 52, le mot « geneesheren » est remplacé par le mot « artsen ».

Art. 19. Les personnes handicapées qui, au 1^{er} juillet 2003, perçoivent une allocation visée à l'article 1^{er} de la loi continuent à la percevoir jusqu'à ce que, à l'occasion d'une révision effectuée à leur demande ou à l'initiative du service, une nouvelle décision ait été prise à leur égard.

Art. 20. La catégorie visée à l'article 4 § 1^{er}, 2^o du présent arrêté est appliquée d'office aux personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'une allocation calculée sur base de la catégorie « bénéficiaire cohabitant » visée par l'article 4 tel qu'il existait avant sa modification par le présent arrêté, parce que séjournant jour et nuit depuis au moins trois mois, dans un hôpital psychiatrique ou dans un service psychiatrique, ainsi qu'aux personnes dont le droit à cette allocation n'a pas encore été fixé par une décision administrative ou judiciaire, pour autant qu'elles répondent aux conditions requises.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Art. 22. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

De verrekening gebeurt vanaf de ingangsdatum van het recht op de tegemoetkoming.

In de gevallen waarin het vonnis of de minnelijke schikking het gedeelte van het kapitaal dat voor de vergoeding van de vermindering van de zelfredzaamheid is bestemd niet nader bepaalt, geschiedt de omzetting in lijfrente op 30 pct. van het kapitaal dat als vergoeding aan de aanvrager wordt toegekend voor de vermindering van de zelfredzaamheid. ».

Art. 16. Artikel 23 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 maart 1993 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23. Indien in een huishouden meerdere personen recht hebben op een tegemoetkoming, met uitzondering van de personen bedoeld in artikel 6, § 1, derde lid, wordt voor elk van de gerechtigden rekening gehouden met de totaliteit van het inkomen van het huishouden, berekend overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, gedeeld door het aantal personen van wie het inkomen in aanmerking genomen werd voor de berekening van de tegemoetkoming. ».

Art. 17. De artikelen 24 en 47 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 maart 1993, worden opgeheven.

Art. 18. In de Nederlandse tekst van artikel 52 van hetzelfde besluit wordt het woord « geneesheren » vervangen door het woord « artsen ».

Art. 19. De personen met een handicap die, op 1 juli 2003, een in artikel 1 van de wet bedoelde tegemoetkoming ontvangen, blijven ze verder ontvangen totdat een nieuwe beslissing daarover wordt genomen naar aanleiding van een herziening op hun verzoek of op initiatief van de dienst.

Art. 20. De in artikel 4, § 1, 2^o van dit besluit bedoelde categorie wordt ambtshalve toegepast voor de personen die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een tegemoetkoming genieten berekend op basis van de categorie « samenwonende gerechtigde » bedoeld in artikel 4 zoals het bestond voordat het werd gewijzigd bij dit besluit, omdat ze sedert ten minste drie maanden dag en nacht verblijven in een psychiatrisch ziekenhuis of in een psychiatrische dienst, en voor de personen wier recht op deze tegemoetkoming nog niet werd vastgelegd door middel van een administratieve of gerechtelijke beslissing, voor zover ze de vereiste voorwaarden vervullen.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003.

Art. 22. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE